

Le maréchal Berthier et sa Principauté de Neuchâtel 1806-1814 [Jean Courvoisier]

Autor(en): **Salamin, Michel**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **10 (1960)**

Heft 3

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

JEAN COURVOISIER, *Le maréchal Berthier et sa Principauté de Neuchâtel 1806—1814*. Neuchâtel, La Baconnière, 1959. In-8°, 484 p., 2 croquis.

C'est un ouvrage extrêmement intéressant et utile que vient de publier M. Jean Courvoisier : il précise le sort d'un petit pays demeuré indépendant aux frontières de l'immense empire napoléonien ; il pourra servir de guide à des historiens désireux de mettre en évidence la situation d'autres cantons suisses durant l'époque du Grand Empire.

Quelques pages suffisent à M. Courvoisier pour marquer les répercussions de la Révolution française dans la Principauté : l'arrêté de septembre 1791 contre les émigrés ; les sollicitations des Neuchâtelois en 1792 pour jouir de la neutralité helvétique ; les désirs de la République helvétique d'annexer la Principauté « quand le roi de Prusse y aura consenti » ; les menaces plus précises que la France fait peser en 1801, puis en 1805 ; la cession de 1806 qui vaut à la Prusse de Frédéric-Guillaume III la possession du Hanovre. En février 1806, le général Oudinot effectue l'occupation de la Principauté au nom de l'empereur qui, par décision du 30 mars, la donne au maréchal Berthier « pour l'attachement qu'il a montré et la fidélité et le talent avec lequel il a constamment servi ».

Exerçant le pouvoir par personnes interposées, Berthier ne vit jamais sa principauté. Indépendante et autonome, celle-ci gravite étroitement dans l'orbite de la France, comme la Confédération helvétique et comme la République indépendante du Valais. Les préoccupations essentielles de ses magistrats consistent à « conserver des relations de bon voisinage avec les autorités françaises » et des liens étroits avec les cantons suisses.

Les problèmes à résoudre ne manquent pas : la fixation des frontières, les légalisations, les déserteurs français, la contrebande, le service étranger. On ne s'étonne pas dès lors que Berthier se soit montré « modéré et prudent » dans ses activités de chef d'Etat. N'ayant pas « un plan quelconque de gouvernement », il se refuse à opérer des réformes. Pour l'administration, il « se décharge largement sur ses subordonnés ». Ce sont Lespérut « tout à ses intérêts, mais favorable aux Neuchâtelois », Dutailis « riche, aimable, exact, ferme et d'une parfaite probité », Guillabert et Leduc dont les travaux furent plus effacés et l'influence moins grande.

Des collaborateurs du Prince on passe au Conseil d'Etat. De son ressort dépendent « toutes les branches quelconques de l'administration publique ». Berthier et ses adjoints l'honorent d'une estime profonde. Pourtant, malgré une apparence de soumission absolue, le Conseil « suit une politique de renforcement du pouvoir central » qu'il ne fera que de développer à la suite de la chute du régime Berthier.

Tels sont les éléments qui constituent l'armature de ce régime. L'étude de ses apports occupe la seconde moitié du livre excellent de M. Courvoisier. Des monographies expliquent successivement l'abolition des droits anciens, les améliorations d'ordre économique, les réformes administratives, les difficultés militaires, les problèmes religieux et culturels que soulève et que

s'efforce de résoudre un régime dont l'existence fut brève. Dans le dédale des lois, des règlements, des arrêtés, le lecteur s'avance sans lassitude. Il le doit à de très nombreuses citations et à l'exposition d'une foule de petits faits dont l'enchaînement rend plus sensible la vie quotidienne dans la Principauté.

Le dernier chapitre du livre, *La fin du régime Berthier*, abonde en incidents, en démarches diplomatiques que rendent clairs les pages que M. Courvoisier leur consacre.

De nombreuses pièces annexes, un état détaillé des sources utilisées, une bibliographie développée et un index des noms de personnes font de ce livre un excellent instrument de travail.

Quelques petites réserves cependant: les prénoms de nombreuses personnes figurant dans l'index n'ont pas été identifiés; un index des noms de lieux aurait rendu des services certains; le parti-pris de reproduire le plus exactement possible l'orthographe des citations ne semble pas être à l'avantage de l'ouvrage.

Mais ce ne sont là que peccadilles. Elles n'enlèvent rien au mérite de M. Courvoisier ni à la qualité de son livre dont on ne saurait dire tout le bien.

Sierre

Michel Salamin

BERTRAND GILLE, *La Banque et le crédit en France de 1815 à 1848*. Paris, Presses universitaires de France, 1959, in-8°, 380 p. (Mémoires et Documents publiés par la Société de l'Ecole des Chartes, t. XIV.)

Parmi les ouvrages récents — et pas trop nombreux — qui visent à définir l'histoire économique française de la première moitié du XIX^e siècle, l'ouvrage de M. Bertrand Gille mérite d'occuper une place de choix. Ce devait être à l'origine une thèse de doctorat portant sur le développement des industries métallurgiques: les études préliminaires dans cette voie conduisirent l'auteur à la rédaction de l'ouvrage ici recensé, tant il lui apparut qu'il était impossible de parler de développement industriel sans avoir au préalable reconnu les structures bancaires. Disons que M. Gille, responsable aux Archives nationales de France de la section des archives économiques et privées, se trouvait dans une position relativement favorable pour entreprendre pareille étude, si l'on considère avec lui que «la documentation essentielle est d'origine privée». Etant donné ce fait, il est particulièrement intéressant de relever les sources utilisées: avant tout, des archives de banques de Paris ou de province ont pu être dépouillées dans la mesure où elles existaient encore — n'ayant pas été liquidées sous la forme de vieux papiers ou de curiosités philatéliques — dans la mesure, aussi, où l'on autorisa l'auteur à les consulter — tant le préjugé du secret des affaires se trouve avoir la vie dure. Le cas de la recherche de M. Gille est donc exemplaire: